

T

ENDANCES

LOGEMENT

Le 11 juillet 2000, Volume 5, numéro 7

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les mises en chantier à 139 300 en juin

En juin, 139 300 logements* ont été mis en chantier au Canada comparativement au niveau révisé de 141 800 logements enregistré en avril. Il s'agit d'une baisse de 1,8 %.

En milieu urbain, les mises en chantier de logements individuels étaient en hausse de 2,3 % à 72 600 unités. Cependant, au même moment, les mises en chantier de logements collectifs diminuaient à 43 400 (-8,6 %).

Le faible niveau des mises en chantier pour un second mois consécutif s'explique de

nouveau en partie par la grève des conducteurs de bétonnières dans la grande région de Toronto qui s'est poursuivie jusqu'à la mi-juin. Leur retour au travail s'est d'ailleurs fait sentir rapidement à Toronto où les mises en chantier ont bondi de 7,9 % par rapport à mai.

Reste maintenant à savoir si le marché ontarien pourra rebondir suffisamment d'ici la fin de l'année pour rencontrer les prévisions des analystes. Rien n'est moins sûr en dépit des conditions favorables. (Voir article en page 3).

Suite en page 2...

Dans ce numéro :

Pénurie de maisons à vendre en vue? ----- 2

Le point sur la situation des mises en chantier. ----- 3

Windsor : habitation et automobile vont de pair. ----- 3

Le marché locatif secondaire en Ontario. ----- 4

Matrice des flux interprovinciaux de migration. ----- 5

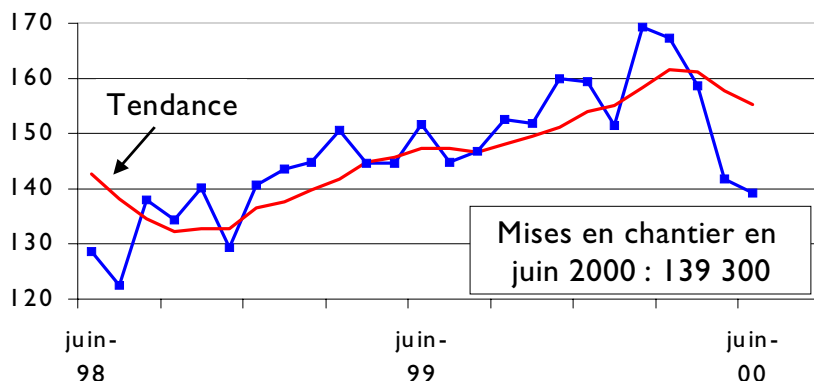
Crédit hypothécaire : croissance de 4,9 % cette année. ----- 6

Bois de charpente : un nouveau cadre réglementaire au Japon et ses effets possibles au Canada. ----- 6

Tableaux. ----- 7

Mises en chantier au Canada toutes régions, *DDA

En milliers de logements



Source : Tendances logement SCHL

*Données désaisonnalisées annualisées



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

Mises en chantier - Suite de la page 1

Malgré tout, seule l'Ontario a enregistré une hausse des mises en chantier (15,8 % à 57 200 logements) en juin. Les quatre autres régions étaient en baisse.

Dans les Prairies, les mises en chantier en milieu urbain ont chuté de 14,1 % à 28 300 unités. Le recul est limité à l'Alberta et survient suite à un mois de mai particulièrement vigoureux. Les mises en chantier étaient à la hausse au Manitoba et en Saskatchewan. Pour leur part, les mises en chantier dans l'Atlantique affichaient une baisse de 19,4 % à 5 400 logements. Enfin, les mises en chantier en Colombie-Britannique diminuaient de 9,0 % à 13 300 logements tandis qu'au Québec, le recul était plus modeste (2,9 %) à 16 500 logements.

Dans les grandes agglomérations urbaines, le nombre de mises en chantier, en données désaisonnalisées annualisées, s'est élevé à 31 500 à Toronto, 10 600 à Montréal et 7 700 à Vancouver.■

Nos collaborateurs : Philippe Le Goff, Claude Lapointe, Louis Trottier et Robin Wiebe.

Renseignements :

Philippe Le Goff au 1-613-748-2933
ou plegoff@cmhc-schl.gc.ca

Abonnements: 1-613-748-2006 ou
<http://www.cmhc-schl.gc.ca/infomarche/magasin>

@Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2000.

Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

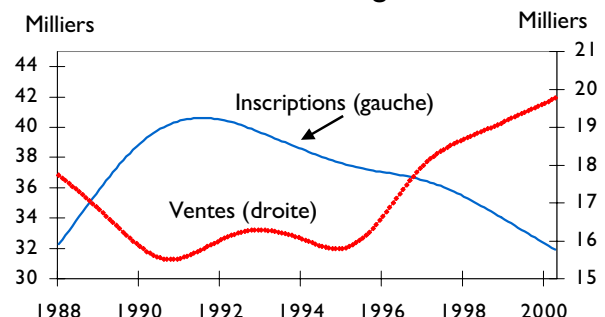
Revente : se dirige-t-on vers une pénurie de maisons à vendre?

Globalement, l'écart se rétrécit entre le nombre de nouvelles maisons à vendre sur le marché (en baisse) et le nombre de ventes (en hausse) dans les 25 grandes régions métropolitaines.

- Les données agrégées des 25 plus grandes régions métropolitaines au Canada montre clairement une tendance à la baisse des nouvelles inscriptions de maisons sur le marché de la revente alors que les ventes continuent de croître. Deux facteurs principaux semblent les plus plausibles pour expliquer la baisse des inscriptions.
- Tout d'abord, il est sans contredit que les vendeurs se réjouissent de ce resserrement du marché et ils n'ont pas tort. Mais justement, le marché de la revente est peut-être à ce point intéressant pour les vendeurs que plusieurs décident de tester eux-même le marché sans l'aide d'un agent d'immobilier. Dans un tel cas, les statistiques des chambres immobilières en seraient affectées à la baisse puisqu'elles ne comptabilisent que les inscriptions et les ventes enregistrées par leurs agents.
- Ensuite, si cela est vrai pour les inscriptions, cela devrait être aussi valable pour les ventes. Or, les ventes, elles, n'ont cessés de croître. Il faut donc se rendre à l'évidence, avec un marché de la revente qui fonctionne à plein régime depuis quelques années, que l'offre commence à se tarir.
- Ce déséquilibre momentané sur le marché de la revente pousse les prix à la hausse, ce qui ralentira la progression des ventes et fixera dans les mois à venir un nouvel équilibre. Ceci s'avère une bonne nouvelle pour le marché du neuf qui apportera des solutions de rechange pour ceux qui n'auront pas pu trouver la propriété souhaitée sur le marché de la revente.■

Ventes et nouvelles inscriptions

Tendance mensuelle - 25 grands marchés



Sources : Tendances logement SCHL, Association canadienne de l'immobilier

Le point sur la performance des mises en chantier

À la surprise de tous les observateurs, les mises en chantier ont chuté brusquement à 141 800 en mai. L'histoire retiendra qu'il s'agissait d'une donnée aberrante, alors que la conjoncture favorise la croissance.

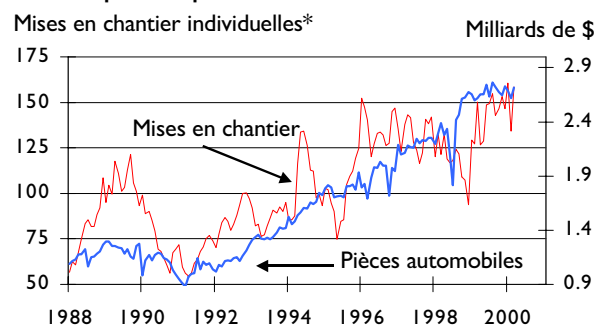
- La grève des conducteurs de bétonnières dans la grande région de Toronto en avril, mai et juin 2000 a eu un impact qui s'est répercuté de façon décisive sur le total des mises en chantier au Canada, alors que Toronto constitue de loin le marché le plus important sur le plan du volume de mises en chantier.
- Pour la deuxième fois en trois ans, les mises en chantier ont vu leur élan brisé par des arrêts de travail en Ontario au plus fort de l'activité. Au cours de l'été 1998, plusieurs corps de métier avaient alors cessé le travail pour revendiquer de meilleures conditions. La crise en Asie et la hausse des taux d'intérêt avaient ensuite pris le devant de la scène et l'on attendit en vain un rattrapage au cours de l'automne.
- À l'heure actuelle, tous les indicateurs sont au beau fixe. La création d'emploi se poursuit avec un fort accent sur les emplois à temps plein. L'immigration internationale poursuit sa croissance approchant des objectifs du gouvernement fédéral. Les inventaires de logements neufs sont au plus bas et ont ne rapporte pas des contraintes d'offre de terrains, de pénuries critiques de matériaux ou de main-d'oeuvre. Le revenu disponible des ménages croît globalement plus vite que les prix.
- Enfin, les taux hypothécaires approchent de leur sommet, alors que l'économie américaine montre des signes de ralentissement. Bref, seul l'imprévisible peut encore perturber la vitalité des mises en chantier au Canada.■

À Windsor, mises en chantier et industrie automobile vont de pair

Les liens entre l'activité industrielle locale et les marchés de l'habitation de la région sous-tendent la plupart des études de marché. Coup d'oeil sur un cas probant : Windsor en Ontario

- La production nord-américaine de véhicules a augmenté considérablement dans les années 1990 en réaction à la demande des automobilistes américains. La valeur moyenne en \$CAN des expéditions de pièces et d'accessoires d'automobiles — de plus en plus importante puisque les fabricants de véhicules impartissent la production des composants - a connu une progression supérieure à 10 % durant trois des cinq dernières années. La valeur des expéditions de pièces a fait un bond de 141 % durant la décennie 1989-1999, pour atteindre 32,1 milliards de \$CAN canadiens l'an dernier. Au Canada, les constructeurs d'automobiles bénéficient d'une devise plus faible, et les coûts de la main-d'oeuvre y sont moins élevés.
- À Windsor, l'activité économique, et par conséquent, le marché de l'habitation ont largement tiré profit de cette croissance de la production. L'emploi dans le secteur manufacturier, fortement tributaire de telles industries, a grimpé de 22 % durant la décennie 1989-1999.
- À Windsor, les mises en chantier de logements individuels suivent également de près ces expéditions. Au début des années 1990, lorsque la récession a freiné la demande d'automobiles en Amérique du Nord, le nombre des mises en chantier de logements individuels a varié de 50 à 70 par mois en moyenne. À la fin de 1995, la forte reprise des expéditions a contribué à l'accélération des mises en chantier de logements individuels à Windsor, et leur nombre est passé à 130-150 par mois. La baisse des expéditions survenue au milieu de l'année 1998 a été suivie de près par une chute des mises en chantier de logements individuels. D'autres analyses indiquent un lien similaire entre les expéditions de pièces d'automobiles et le prix moyen des logements existants à Windsor.
- La baisse des ventes de véhicules en Amérique du Nord et le plafonnement des expéditions à leur niveau de 1999 laissent entrevoir une stabilisation des mises en chantier et des prix à Windsor.■

Mises en chantier à Windsor et expéditions de pièces pour véhicules automobiles



Sources: Tendances logement SCHL et Statistique Canada
*Moyenne mobile de 3 mois, données désaisonnalisées

Le marché locatif secondaire en Ontario : des chiffres...

Le marché locatif secondaire dans les régions métropolitaines ontariennes constitue une source incontournable de logements que nous avons tenté de mesurer et de comprendre la dynamique.

- Les résultats d'une étude menée au début de l'année pour le Ministère des affaires urbaines et de l'habitation de l'Ontario et la SCHL viennent confirmer le rôle important occupé par le marché locatif secondaire dans les grandes agglomérations de l'Ontario. Les régions métropolitaines ontariennes qui affichent pour la plupart un taux d'inoccupation faible pour ce qui est des immeubles locatifs privés de trois logements et plus (mesuré par les enquêtes de la SCHL) réussissent à faire face à la demande de logements locatifs grâce au marché secondaire.
- Le marché locatif secondaire est constitué des types de logements locatifs non-conventionnels n'étant pas recensés lors de l'enquête annuelle de la SCHL. Ceux-ci comprennent en milieu urbain : les maisons unifamiliales louées, les copropriétés louées, les appartements accessoires (légaux et illégaux) et les logements situés au-dessus des espaces commerciaux.
- L'étude a permis de développer une méthodologie d'estimation de la taille du marché et de mieux comprendre la dynamique de ce marché méconnu. Une bonne compréhension de ce segment du marché est essentielle alors qu'il comble les besoins en logement d'une partie de la population, réduisant d'autant le besoin de nouveaux logements tel que mesuré par les mises en chantier.
- Le marché locatif secondaire en Ontario relève aussi que l'offre de logements locatifs sur le marché secondaire est relativement élastique variant au gré de la conjoncture économique et

Marché locatif secondaire		
Zones de marché	Estimé du nombre de logements	% du marché locatif total
Ville de Toronto	200 602	35,8
Banlieue de Toronto	141 528	72,7
Ottawa	57 238	50,2
Hamilton	37 308	43,4
Kitchener	26 442	48,1
Windsor	16 587	48,4
Sudbury	14 428	55,0

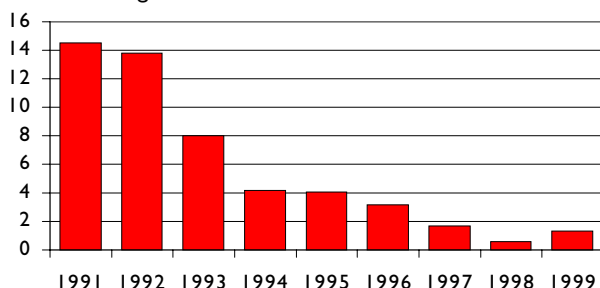
Sources : Tendances logement SCHL et Rapport sur le marché locatif secondaire en Ontario. MMAH et SCHL. 2000

de la situation du marché du logement local ce qui constitue un défi de taille pour ce qui est de la mesure du parc de logement et pour l'appréciation de l'équilibre entre l'offre et la demande de logement sur le marché.

- Il est aussi clair que la frontière entre les marchés visés (locatif, copropriété et propriétaire-occupant est de plus en plus perméable et de moins en moins pertinente. Plusieurs appartements destinés au marché de la copropriété sont par la suite loués sur une base plus ou moins permanente par leur propriétaire et des appartements sont aménagés dans le sous-sol de maisons individuelles procurant un revenu d'appoint à leur propriétaire.■

Mises en chantier locatives Ontario

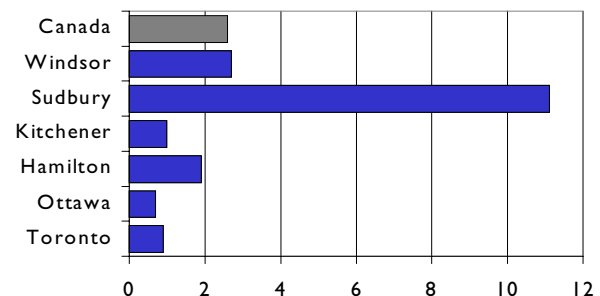
Milliers de logements



Source : Tendances logement SCHL

Taux d'inoccupation (%)

appartements locatifs, immeubles privés de 3 unités+



Source : Tendances logement SCHL

Migration interprovinciale: le tableau complet des flux

Un coup d'oeil sur les flux de migrations interprovinciales montre l'importance relative de ces transferts sur l'activité des marchés immobiliers locaux et provinciaux.

- Les soldes de migration interprovinciale du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999 montrent encore l'attrait de l'Ontario et de l'Alberta sur les résidents des autres provinces.
- Dans le cas de l'Ontario, les gains ont été réalisés aux dépens du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Dans le cas de l'Alberta, l'afflux de résidents de la C.-B. s'avère le fait saillant.
- Toutefois, le solde migratoire est le résultat d'une circulation très importante de résidents. Ainsi, bien que l'Ontario attire plus de 82 000 personnes provenant surtout du Québec, de l'Alberta et de la C.-B., plus de 65 000 ontariens migrent principalement vers ces mêmes provinces. Dans le cas de l'Alberta, il est très clair que l'afflux de résidents de la C.-B. constitue sa principale source de migrants.
- L'ampleur de cette circulation a un impact non négligeable sur l'activité immobilière. Un volume élevé de migration crée des opportunités d'affaire pour les agents immobiliers. Elle peut être à la source de déséquilibres sur les marchés locaux (rareté des logements dans les régions avec migration nette positive, surplus dans les régions avec migration nette négative).
- Le degré d'exposition relative de chacune des provinces, est obtenu en divisant le solde migratoire par la population totale de chaque province. À la lumière de ces chiffres, l'activité immobilière dans l'Atlantique et dans les Prairies est beaucoup plus exposée à des soubresauts reliés à la migration que celles du Québec et de l'Ontario.
- L'Atlantique et la C.-B., malgré un solde migratoire négatif, attirent néanmoins leur part de nouveaux résidents grâce notamment au vieillissement de la population. La volonté des nouveaux retraités de revenir dans leur région d'origine, de vivre dans un climat plus doux ou bien d'opter pour un mode de vie axé sur le plein air semblent des facteurs potentiels.■

Migration interprovinciale, 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999

	Destination									
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec	Ontario	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Origine										
T.-N.	-	463	2 115	897	282	6 793	284	253	4 416	759
Î.-P.-É.	134	-	744	523	131	657	14	64	301	243
N.-É.	1 344	554	-	2 699	796	5 682	539	213	3 076	1 645
N.-B.	494	445	2 988	-	2 051	4 280	244	171	1 969	706
Québec	266	238	851	2 104	-	27 896	513	338	3 750	3 764
Ontario	4 276	656	5 387	3 773	15 004	-	5 258	2 493	13 134	15 260
Man.	227	48	377	159	338	5 576	-	4 205	5 247	3 360
Sask.	220	38	203	126	310	2 630	3 707	-	13 747	3 694
Alb.	2 786	287	2 348	1 482	1 695	11 053	3 684	10 204	-	19 851
C.-B.	967	231	1 932	883	3 474	17 634	3 936	4 314	37 503	-
Entrants	10 988	2 982	17 035	12 706	24 226	82 865	184 30	22 533	85 770	50 866
Sortants	16 613	2 816	16 776	13 637	39 908	65 903	19 762	25 093	54 706	71 969
Solde migratoire	-5 625	166	259	-931	-15 682	16 962	-1 332	-2 560	31 064	-21 103
Volume migratoire	27 601	5 798	33 811	26 343	64 134	14 8768	38 192	47 626	140 476	122 835
Population	536.9	138.7	944.3	755.1	7 433.7	11 778.1	1 149.9	1 033.0	3 016.8	4 143.6
Migrants / 1000 habitants	51.4	41.8	35.8	34.9	8.6	12.6	33.2	46.1	46.6	29.6

Sources : Tendances logement SCHL, Statistique Canada

Crédit hypothécaire : croissance de 4,9 % en 2000

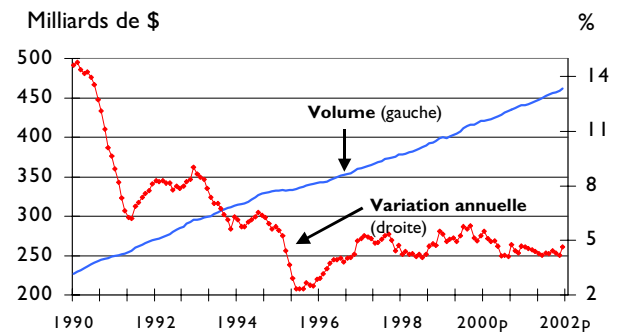
Selon nos prévisions, l'encours du crédit hypothécaire attendra plus de 441 milliards à la fin de cette année et 461 milliards \$ (+4,5 %) en décembre 2001.

- L'expansion du crédit hypothécaire à l'habitation pourra s'appuyer au cours des 18 prochains mois sur une conjoncture économique favorable à la croissance de l'investissement sur le marché immobilier résidentiel. La hausse soutenue des mises en chantier et la croissance des prix et des transactions, en dépit du relèvement des taux hypothécaires, viendront largement compenser la tendance de fond relative aux remboursements anticipés et au ralentissement de la croissance du nombre de nouveaux ménages.
- Les mises en chantier, la principale source de croissance du parc immobilier, sont les meilleurs indicateurs de la croissance de l'encours du crédit hypothécaire puisque ces nouveaux logements sont largement financés par l'emprunt.
- À plus long terme, le rythme de croissance actuel du crédit hypothécaire, pourrait bien être le niveau maximal auquel l'industrie peut s'attendre car non seulement la population en âge d'emprunter ne croît plus aussi vite, mais les ménages sont de plus en plus nombreux à rembourser leur prêt hypothécaire et certains sondages montrent qu'ils le font de plus en plus vite. En effet, le groupe des 45-64 ans augmen-

tera encore son poids démographique au cours des prochaines années. Les *baby-boomers*, arrivent donc à un âge où l'on épargne plus et où l'on paye ses dettes en préparation à la retraite.

- À l'opposé, les plus jeunes, ceux qui achètent leur première maison (plus ou moins les 25-34 ans) et ceux qui en achète une seconde (les 35-44 ans) verront leur nombre stagner ou décliner au cours des prochaines années.■

Crédit hypothécaire au Canada



Sources : Tendances logement SCHL et Banque du Canada

Bois de charpente : nouveau cadre réglementaire au Japon

Les exportations nord-américaines étant en perte de vitesse au Japon, la baisse probable du prix du bois de sciage pourrait contribuer à modérer la hausse des coûts de construction au Canada.

- La loi sur l'assurance qualité du secteur de l'habitation, en vigueur depuis le premier avril 2000 au Japon, va renforcer la demande pour le bois d'ingénierie de la part des constructeurs japonais qui doivent maintenant offrir une garantie de 10 ans sur les maisons. Cette nouvelle réglementation constitue un autre facteur s'ajoutant aux éléments devant exercer une pression à la baisse sur le prix du bois à moyen terme (**Voir Tendances logement, juin 2000**).
- La compétition accrue sur les marchés étrangers simultanément à la baisse de la demande aux États-Unis favorisera une baisse des prix du bois de sciage sur le marché canadien. Cette conjoncture sera bien accueillie par le consommateur canadien, alors que la vigueur de la construction résidentielle au Canada exerce des pressions sur les coûts de main-d'oeuvre. Ceci modérera probablement aussi la pénétration du bois d'ingénierie au Canada.
- Par contre, cette législation constitue une nouvelle menace pour les exportateurs nord-américains de bois de sciage, notamment ceux de la côte ouest (Japon : 9 % de nos exportations en 1999). Malgré la hausse des exportations de bois de sciage vers le Japon de 5,7 % en 1999, suite à la timide reprise de la construction résidentielle au Japon, il n'en demeure pas moins que les importations japonaises de pruche, par exemple, ont diminué de 50 % depuis 1993. La baisse des mises en chantier, l'utilisation croissante de bois d'ingénierie mais aussi les importations européennes en sont les causes. D'ailleurs, les Européens, avantagés par la faiblesse de l'Euro, veulent accroître leur part de marché des importations japonaises de bois de sciages à 25 % (± 20 % en 1999) d'ici 2001, sur un marché déjà appelé à décroître.■

Données sur le marché de l'habitation pour le mois courant

	1999	T4:99	T1:00	T2:00	M4:00	M5:00	M6:00
Mises en chantier. logements. milliers							
Canada. Total. toutes régions	150.0	157.0	162.7	146.4	158.6	141.8	139.3
%	9.1	5.9	3.6	-10.0	-5.2	-10.6	-1.8
Canada. total. régions rurales	22.9	24.5	23.4	23.3	23.3	23.3	23.3
%	10.7	17.8	-4.5	-0.4	-0.4	0.0	0.0
Canada. total. régions urbaines	127.1	132.5	139.3	123.1	135.3	118.5	116.0
%	8.8	4.0	5.1	-11.6	-6.0	-12.4	-2.1
Canada. individuels. régions urbaines	72.8	75.3	81.3	74.3	79.5	71.0	72.6
%	6.6	0.3	8.0	-8.6	-12.4	-10.7	2.3
Canada. collectifs. régions urbaines	54.3	57.2	58.0	48.8	55.8	47.5	43.4
%	12.0	9.4	1.4	-15.9	5.1	-14.9	-8.6
Terre-Neuve. total. toutes régions	1.4	1.3	1.7	1.4	1.7	1.4	1.1
%	-5.4	0.0	30.8	-17.6	13.3	-17.6	-21.4
Île-du-Prince-Édouard. total. toutes régions	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.6	0.6
%	17.6	-44.4	0.0	0.0	-33.3	50.0	0.0
Nouvelle-Écosse. total. toutes régions	4.3	4.8	6.4	5.1	5.0	5.7	4.8
%	35.5	54.8	33.3	-20.3	-25.4	14.0	-15.8
Nouveau-Brunswick. total. toutes régions	2.8	3.1	4.5	2.5	2.8	2.4	2.3
%	13.4	14.8	45.2	-44.4	-26.3	-14.3	-4.2
Québec. total. toutes régions	25.7	27.8	26.7	24.5	26.3	23.8	23.3
%	11.2	7.3	-4.0	-8.2	-5.1	-9.5	-2.1
Ontario. total. toutes régions	67.2	69.3	78.8	64.7	75.0	57.6	61.6
%	24.9	7.1	13.7	-17.9	-9.5	-23.2	6.9
Manitoba. total. toutes régions	3.1	2.6	2.3	2.7	2.9	2.4	2.7
%	8.2	-21.2	-11.5	17.4	11.5	-17.2	12.5
Saskatchewan. total. toutes régions	3.1	2.3	2.4	2.5	2.1	2.5	3.0
%	4.1	-39.5	4.3	4.2	-12.5	19.0	20.0
Alberta. total. toutes régions	25.4	27.4	26.1	28.3	27.2	30.9	26.6
%	-6.2	3.8	-4.7	8.4	1.9	13.6	-13.9
Colombie-Britannique. total. toutes régions	16.3	17.9	13.3	14.3	15.3	14.6	13.4
%	-18.2	11.2	-25.7	7.5	23.4	-4.6	-8.2

SOURCE : SCHL.

Toutes les données sont désaisonnalisées à un taux annuel, celles du mois le plus récent sont préliminaires.

% : variation en pourcentage par rapport à la période précédente.

Mises en chantier, régions urbaines*

	1999	T4:99	T1:00	T2:00	M4:00	M5:00	M6:00
Canada	127.1	132.5	139.3	123.1	135.3	118.5	116.0
Terre-Neuve	0.9	1.0	1.5	1.1	1.4	1.1	0.8
Île-du-Prince-Édouard	0.4	0.3	0.5	0.3	0.2	0.4	0.4
Nouvelle-Écosse	2.8	2.9	4.2	3.1	3.0	3.7	2.8
Nouveau-Brunswick	1.9	1.8	2.8	1.6	1.9	1.5	1.4
Québec	19.5	20.2	20.8	17.7	19.5	17.0	16.5
Ontario	62.9	65.5	74.3	60.3	70.6	53.2	57.2
Manitoba	2.1	1.9	1.3	1.6	1.8	1.3	1.6
Saskatchewan	2.2	1.9	2.0	2.0	1.6	2.0	2.5
Alberta	20.2	21.4	20.3	22.4	21.3	25.0	20.7
Colombie-Britannique	14.2	15.6	11.6	13.0	14.0	13.3	12.1

*Données désaisonnalisées et annualisées (DDA)

Principaux indicateurs du marché de l'habitation

	1999	T4:00	T1:00	T2:00	M4:00	M5:00	M6:00
Logements neufs*							
Achevés inoccupés. indiv. et jum.. rég. urb.	6.3	6.4	6.3	6.2	6.3	6.5	6.2
%	-8.3	-1.8	-2.3	-1.9	-0.7	1.9	-3.6
Achevés inocc.. en bande et app.. rég. urb.	7.9	7.7	7.6	8.1	8.3	8.5	8.1
%	-3.4	3.5	-1.3	-1.1	0.5	3.1	-4.0
Indice des prix. 1992 = 100	101.0	101.1	101.8	n.d.	102.7	103.0	n.d.
%	0.9	0.5	0.7	n.d.	0.3	0.3	n.d.
Logements existants*							
Reventes S.I.A.. logements. milliers	335.7	347.1	323.1	n.d.	327.6	341.3	n.d.
%	6.7	-1.8	-6.9	n.d.	-9.7	4.2	n.d.
Prix de revente moyen S.I.A.. milliers \$	158.0	158.7	161.7	n.d.	162.7	161.9	n.d.
%	3.7	1.0	1.9	n.d.	1.2	-0.5	n.d.
Marché hypothécaire							
Taux hypothécaire de 1 an. %	6.8	7.0	7.3	8.0	7.7	8.3	8.1
Taux hypothécaire de 5 ans. %	7.6	7.8	8.3	8.5	8.4	8.8	8.5
Matériaux de construction							
Indice du coût total des matériaux. 1992=100	130.9	134.7	129.8	n.d.	132.8	n.d.	n.d.
%	5.1	2.3	-3.6	n.d.	-0.2	n.d.	n.d.

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

% : Variation en pourcentage par rapport à la période précédente

n.d. : Données non disponibles

*Données désaisonnalisées et annualisées